



ESSAI SUR L'IDÉOLOGIE DE LA NIEUW-VLAAMSE ALLIANTIE

[Jérôme Jamin](#)

L'Esprit du temps | « Outre-Terre »

2014/3 N° 40 | pages 95 à 109

ISSN 1636-3671

ISBN 9782847952889

DOI 10.3917/oute1.040.0095

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2014-3-page-95.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour L'Esprit du temps.

© L'Esprit du temps. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Essai sur l'idéologie de la Nieuw-Vlaamse Alliantie

Jérôme Jamin¹

INTRODUCTION

S'il est intéressant d'étudier la Nieuw-Vlaamse Alliantie (ci-après N-VA) du point de vue de sa fulgurante ascension électorale et surtout au niveau de ses conséquences directes et implacables sur le destin des vieux partis traditionnels dans le paysage politique flamand, c'est au niveau de l'idéologie que nous allons pour notre part situer l'analyse, c'est-à-dire au niveau du « discours sur la société » de la N-VA, de son discours sur le « chemin à suivre » et « des méthodes pour y arriver ». Ce n'est pas la réalité de l'action de la N-VA dans les conseils qui retiendra ici notre attention, et encore moins le profil et l'histoire des principales figures du mouvement mais au contraire ce qui « est dit » dans la presse et dans les documents programmatiques, l'objectif étant de saisir la « vision du monde » d'un parti qui séduit une grande partie de l'électorat flamand.

Dans un premier temps, tout en sachant que cette perspective a ses limites, nous reviendrons brièvement sur le clivage gauche/droite afin de distinguer correctement en quoi la N-VA est véritablement un parti de droite, même si dans certains cas elle se démarque fortement des autres partis classés à droite (dont l'Open Vld libéral), et même si sur le plan moral, la N-VA a pu soutenir des positions plus généralement marquées à gauche, ou dites progressistes comme ses propositions de loi relatives au mariage homosexuel².

Dans un deuxième temps, à titre exploratoire³, nous ferons un bref passage par la politique aux États-Unis pour y découvrir le discours « producteuriste » – une variante particulière du populisme – et ses nombreuses similitudes sur le plan du discours avec la doctrine qui anime la vision de la société à la N-VA. Entre autres, nous verrons que le lien entre autonomie, responsabilité et fiscalité est particulièrement efficace et séduisant auprès des électeurs des deux côtés de l'Atlantique.

1 Professeur au Département de Science politique, Faculté de Droit, Science politique et Criminologie, Université de Liège

2 Lire le jeu de « Questions/Réponses » sur le site de la N-VA au niveau de la question « Sur le plan éthique, la N-VA peut-elle être considérée comme un parti progressiste ou conservateur ? », <international.n-va.be/fr/a-propos/faq> [6 mars 2014].

3 Cet article reprend en partie l'analyse proposée dans notre communication « The Producerist Narrative in Right-wing Flanders » donnée le jeudi 9 juin 2011 à la Fondation universitaire dans le cadre du séminaire « Why is Flanders leaning more to the right, Wallonia more to the left ? », Re-Bel Initiative. Le texte est disponible en ligne et en anglais à l'adresse suivante : <www.rethinkingbelgium.eu/rebel-initiative-files/ebooks/ebook-12/Jamin.pdf>.

Troisièmement, nous reviendrons en Flandre pour tester le discours de la N-VA à l'aune de la rhétorique productriciste, en précisant d'emblée à nouveau qu'il s'agit moins ici d'établir une identité entre des mouvements politiques différents que de mettre en exergue des points communs utiles pour l'analyse et la compréhension de l'idéologie de la N-VA. L'analyse portera sur des déclarations anciennes qui précèdent la formation du gouvernement Di Rupo, mais aussi sur les textes programmatiques récents dans la perspective des élections de 2014 au niveau régional, fédéral et européen.

Enfin, en guise de conclusion, nous mobiliserons les ressources de la littérature sur l'extrême droite pour montrer que si la N-VA est un parti de droite nationaliste, son radicalisme est limité à son projet de disparition de la Belgique et non à un quelconque projet de démantèlement des institutions et des pratiques démocratiques. De surcroît, nous verrons qu'en aucun cas le parti ne prône ou n'encourage les croyances en l'inégalité raciale, culturelle ou religieuse, des croyances qui caractérisent historiquement de nombreux partis d'extrême droite. Nous verrons aussi à l'issue de l'analyse que la force de la N-VA réside dans sa capacité à mobiliser les notions de mérite, de courage et d'autonomie sans s'aventurer dans les méandres du discours contre l'immigration, la délinquance ou l'Islam. Une posture qui explique les transferts d'électeurs en provenance de la droite traditionnelle et de l'extrême droite.

LA N-VA, UN PARTI DE DROITE

Si l'on en croit René Rémond, la question du critère « qui départagerait infailliblement droite et gauche est le type même de la question qui ne comporte pas, qui ne peut comporter de réponse satisfaisante pour l'esprit ». En l'absence d'appellation déposée et d'une définition adoptée à l'unanimité, explique l'historien, il « n'est d'autre méthode que de partir à la recherche, dans le passé, des signes qui permettront de construire un concept de droite et de gauche ». Et lorsqu'on suit cette voie, ajoute-t-il, on ne tarde pas « à découvrir que chacun, ou presque, des grands thèmes qui furent les enjeux des controverses idéologiques a été, tour à tour, l'apanage de la droite puis de la gauche, à moins que ce ne fût dans l'ordre inverse, quitte à revenir ensuite dans sa famille d'origine »⁴.

Si Rémond pense à la France lorsqu'il rédige ce texte, ce constat s'applique également à la Belgique, *a fortiori* si l'on tient compte du système d'alliances et de coalitions en place chez nous mais aussi des différences fortes qui caractérisent la dynamique politique et médiatique au Nord et au Sud du pays. Ainsi, sur de très longues périodes, des gens aux discours différents sont amenés à travailler main dans la main

4 Cf. René Rémond, « Droite-Gauche : où est la différence ? », Les collections de l'histoire 14, 2002, p. 30-31.

dans la mise en place de politiques centristes penchant un peu à gauche ou un peu à droite selon les termes des accords de gouvernement, au-delà des marqueurs idéologiques qui fondent leurs formations respectives. De surcroît en Belgique, le positionnement sur « l'institutionnel⁵ » pèse sur la formation des coalitions et les disciplines de partis alors qu'il n'a parfois rien à voir avec les enjeux liés au clivage gauche / droite. Concrètement, des partis de droite et de gauche peuvent être très différents dans de nombreux domaines et s'entendre sur la nécessité d'une réforme institutionnelle, ou ses modalités, voire simplement son agenda. Mais à l'inverse, comme le suggère Paul Piret, les clivages sur l'institutionnel et gauche/droite peuvent aggraver les divisions à l'instar de l'électeur du 13 juin 2010 qui « a imposé à son personnel politique le plus grand écart à la fois institutionnel, au long d'un clivage Nord/Sud toujours plus aigu ; et socio-économique, au long d'un clivage gauche/droite qui a trouvé à reprendre forte et soudaine vigueur »⁶. Décrivant « l'impossible canevas électoral », Piret décrit le paysage politique de l'époque avec en « Flandre, la N-VA : très à droite de l'échiquier, mais pas au point extrémiste d'être exclue de la partie. C'est là un parti volontiers anti-establishment qui ouvre son programme sur la volonté d'indépendance de la Flandre. (Et en) Wallonie et à Bruxelles, un PS catalogué à gauche, (qui) est un parti classique qui cultive le sens de ce qui est encore un État belge fédéral »⁷.

Il y a quelques années, pour illustrer la difficulté de faire correspondre le clivage gauche/droite avec les actes posés sur le terrain par le Parti socialiste belge, Olivier Bailly expliquait que bien « qu'au pouvoir, le parti parvient à incarner la contestation et la résistance au néolibéralisme représenté par l'État fédéral belge ». Ce discours, ajoute-t-il, a été fort « facilité par un système électoral où les alliances obligées permettent de se dédouaner des politiques menées ». En définitive, le « PS réussit donc le tour de force d'être à la fois ancien et jeune, contestataire et au pouvoir, de gauche dans les discours tout en appuyant certaines décisions de droite dans les faits : il participe à la libéralisation des services publics, au contrôle drastique des chômeurs et à l'allongement de la durée des carrières »⁸. Une posture qui brouille l'analyse en termes de clivages, qui n'est pas sans risque et qui a d'ailleurs suscité l'émergence et le développement de partis cherchant à se positionner plus à gauche⁹.

Tout en étant aussi extrêmement critique vis-à-vis d'un clivage qui enferme une réalité très complexe dans une vision presque binaire du spectre politique, Norberto Bobbio a également tenté de différencier un discours de droite et un discours de

5 Il s'agit de la position de chaque parti sur les réformes institutionnelles de la Belgique et sur la nécessité d'aller plus loin en la matière.

6 Cf. Paul Piret, « Hors d'État, l'État belge ? », *Études*, 2012/3, tome 416, p. 312.

7 *Ibid.* p. 311.

8 Cf. Olivier Bailly, « Une terre éternellement socialiste », *Le Monde diplomatique* (supplément Wallonie), décembre 2010, p. 2-3.

9 Lire notamment le dossier « Le retour de la gauche radicale » dans *Politique Revue de débats*, n°81, Septembre – Octobre 2013.

gauche mais pour sa part, il l'a fait en partant du critère du rapport à l'égalité. Nous tenons à cette analyse car la rhétorique que nous allons analyser dans la section suivante repose d'une part sur la perception que les gens peuvent avoir de leurs semblables en termes d'égalité entre individus (« Sommes-nous égaux ? ») et d'autre part sur la répartition (et les critères de répartition) des ressources entre les individus jugés égaux, et entre ces derniers et les autres, jugés inégaux, notamment en termes de responsabilité et de mérite.

Pour l'homme de gauche et l'homme de droite, le fait que les hommes soient égaux ou inégaux, précise Bobbio, dépend uniquement du fait « qu'en les observant, en les jugeant et en en tirant des conséquences pratiques, on met davantage l'accent sur ce qu'ils ont en commun ou sur ce qui les distingue ». La différence entre la gauche et la droite repose sur le fait que d'un côté se trouvent ceux qui pensent que les hommes sont « plus égaux qu'inégaux », et de l'autre ceux qui estiment qu'ils sont « plus inégaux qu'égaux ». Ainsi, le discours de la gauche (« égalitaire ») stipule que « la plupart des inégalités qui provoquent son indignation, et qu'il voudrait voir disparaître, sont d'origine sociale et, en tant que telles, éliminables », indépendamment des qualités des individus au départ (intelligence, mérite, responsabilité, force physique, etc). Alors que le discours de droite (« inégalitaire ») stipule au contraire que les inégalités « sont naturelles, et donc inévitables », et qu'il y aura toujours des forts et des faibles, des gens intelligents ou non, des courageux et des paresseux, des responsables et des irresponsables.

Pour conclure un peu plus loin : « au nom de l'égalité naturelle », au nom du fait que dans des circonstances normales et similaires, chacun devrait suivre le même destin, l'égalitaire condamne l'inégalité sociale, et « au nom de l'inégalité naturelle, l'inégalitaire condamne l'égalité sociale ». Au nom du fait que les hommes et les femmes sont à ses yeux plus inégaux qu'égaux, l'homme de droite se méfie des beaux discours sur l'égalité – dont il doute de la sincérité – et des programmes d'aide et d'assistance qui les accompagnent – dont il doute de l'efficacité¹⁰.

Mais pourquoi condamner l'égalité ? À bien y regarder, d'après Vincent de Coorebyter, la droite ne condamne pas l'égalité mais elle l'assume « de façon conditionnelle ». Elle « plaide pour l'égalité des droits voire l'égalité des chances, pour l'égalité des citoyens devant la loi, mais elle considère qu'une certaine dose d'inégalité est inévitable, voire souhaitable ». Pourquoi ? Parce que ces inégalités reflètent « l'inégalité des efforts et des mérites ». Et qu'en vertu « d'un principe méritocratique (...), ceux qui travaillent plus ou qui agissent mieux doivent en être récompensés »¹¹.

10 Cf. Vincent de Coorebyter, « La droite (et la gauche) – Entretien, *Le Soir*, 5 janvier 2010, p. 17.

11

Retenons de ce qui précède la place du mérite et de la responsabilité dans l'analyse, ces deux critères permettant à la droite de se distinguer de la gauche. Si les hommes et les femmes méritent une égalité au départ, rien ne justifie qu'ils doivent tous être égaux à l'arrivée, cela pourrait décevoir et décourager les méritants.

Les idées de responsabilité, de mérite et de récompense apparaissent clairement dans une série de documents officiels de la N-VA diffusés en 2013 et en 2014 dans la perspective des élections de mai 2014. Ainsi, lors de la conférence de presse sur « Le Changement pour le progrès » de la N-VA¹², le président du congrès Ben Weyts prône « Une politique qui récompense le travail, l'épargne et l'entrepreneuriat au lieu de les sanctionner. Une politique qui (...) réduit les dépenses publiques, abaisse les impôts et stimule l'emploi en prenant les coûts salariaux en main et en diminuant les charges sur le travail », tout en indiquant immédiatement après que la sécurité sociale doit être là pour tous mais « pas en prenant la vie des gens en main, mais en les aidant à le faire eux-mêmes ».

Plus bas, le texte continue avec un titre éloquent : « Récompenser la responsabilité ». Un texte qui indique que quiconque « travaille, épargne et entreprend doit être récompensé », que « l'entrepreneuriat ne peut pas être découragé, mais récompensé » et qu'en définitive il faut montrer l'exemple par le haut : « un gouvernement qui exige des efforts commence par en fournir par lui-même ».

De nombreux mécanismes de solidarité sont considérés comme légitimes mais peu efficaces ou n'incitant pas les plus démunis à prendre leur destin en main. Evoquant ces derniers, notamment entre la Flandre et la Wallonie, la conférence de presse sur « Le Changement pour le progrès » de la N-VA¹³ indique que « la Flandre souhaite rester solidaire avec ses voisins ». Mais qu'il est « toutefois ici question d'une solidarité qui aide les gens à aller de l'avant et leur donne des perspectives. Les transferts existants » doivent « être remplacés par une solidarité objective, efficace et basée sur la responsabilité ». Une demande qui apparaît déjà dans la 6^e réforme de l'État et qui substitue à un système où la plupart des impôts sont collectés par l'autorité fédérale (puis redistribués), un nouveau système permettant aux régions d'être autonomes fiscalement pour une grande partie de leurs besoins financiers. Cette réforme est par ailleurs jugée insuffisante aux yeux de la N-VA.

Dans le discours de la droite, le mérite et la responsabilité, et partant l'honnêteté et l'efficacité, sont établis comme critères susceptibles de séparer les travailleurs et les fainéants, les courageux et les peureux, les gens responsables et les « assistés ». Ces

12 Introduction, 28 octobre 2013. Document disponible sur le site de la N-VA, <www.n-va.be> [6 mars 2014]. Voir aussi Bruno Liebhberg, Alice Bèjà « La fragile unité de la Belgique », *Esprit*, 2013/12, p. 121.

13 Section « Dette publique et transferts », 30 octobre 2013, <www.n-va.be> [6 mars 2014].

critères autorise à établir une hiérarchie et des disparités dans les comportements qui ne révèlent pas que des différences mais aussi des inégalités. Et à partir de qui précède, le discours de droite peut instaurer un système de répartition des richesses basé sur ces inégalités, partant du principe que ceux qui sont en haut de la hiérarchie (les méritants) doivent avoir accès plus aisément aux ressources collectives (récompenses) que ceux qui sont en bas (les fainéants). Le mérite et la responsabilité offrent donc ici un moyen de hiérarchisation et un critère de répartition et il ne fait aucun doute que de ce point de vue-là, la N-VA est un parti de droite¹⁴.

LA RHÉTORIQUE « PRODUCÉRISTE » AUX ÉTATS-UNIS

Si le discours politique du Nord du pays vire à droite avec une puissante N-VA qui renforce la droite traditionnelle et l'extrême droite, pourquoi en est-il ainsi ? Pour répondre à cette question, nous proposons de tester le discours de la N-VA à la lumière de la rhétorique « producériste » aux États-Unis (notamment au sein du *Tea Party*) qui s'articule autour des notions d'égalité et d'inégalité, de mérite, de courage, voire d'honnêteté et de droiture, mais aussi, comme à la N-VA, de demandes très fortes pour plus d'autonomie fiscale. À bien des égards, nous pensons que ce type de discours trouve en Flandre, contrairement à la Wallonie, tous les ingrédients pour assurer son succès et son efficacité.

Le « producérisme » vient du mot anglais *producerism* que nous n'avons délibérément pas voulu traduire par « productionnisme » ou « productivisme » qui renvoient à une tout autre réalité. D'après Chip Berlet et Matthew N. Lyons, « le producérisme est une des structures les plus élémentaires du récit populiste aux États-Unis. Le producérisme évoque l'existence d'une classe moyenne noble et laborieuse constamment en conflit avec des parasites malveillants, paresseux et coupables au sommet et au pied de l'ordre social. Les personnages et les détails ont changé de façon répétée, mais les grandes caractéristiques de cette conception des choses sont restées les mêmes pendant près de deux cents ans » (traduit par nous)¹⁵.

Le producérisme tel qu'il est décrit par Berlet et Lyons renvoie d'abord à l'idée du peuple qui produit : « le peuple des producteurs » (les *producers*). Ce peuple réunit les producteurs au sens large du terme : ceux qui sont à l'origine de la production de toutes les richesses de la nation, des agriculteurs aux ouvriers en passant par les fermiers et les artisans, etc. La création de valeur et l'idée du travail dur sont ici centrales, le peuple étant identifié au travail et partant à l'efficacité, à l'intelligence et surtout au mérite.

14 Cf. également Estelle Ceulemans, « N-VA : un programme socio-économique patronal », *Politique Revue de débats*, N° 69, mars-avril 2011.

15 Cf. Chip Berlet, Matthew N. Lyons, *Right-Wing Populism in America*, New York, Guilford Press, 2000, p. 348-349.

Le peuple producteur est représenté dans la rhétorique producériste comme étant écrasé par un ensemble de « parasites » composés d'individus qui profitent de lui et des fruits de son travail sans participer à la production des richesses en question. La rhétorique producériste a la particularité de présenter le peuple comme étant écrasé par deux grandes catégories de parasites, les « parasites d'en haut » et les « parasites d'en bas ».

Les parasites d'en haut correspondent, à quelques exceptions près, aux élites telles qu'elles sont représentées dans de multiples discours populistes en Europe et dans le monde : « les capitalistes » chez un Chávez, les « mondialistes » chez un Le Pen, les « bureaucrates et les juges » chez un Berlusconi, les « responsables de mutuelle et les syndicalistes corrompus » chez une Thatcher, « la Flandre qui paie pour l'État PS » à la N-VA, etc. Les parasites d'en bas, pour leur part, renvoient à une « clique » de paresseux qui profitent du système : les étrangers, les immigrés, les bénéficiaires de l'aide sociale, les chômeurs et les « faux » chômeurs, mais aussi les « asociaux » en tous genres qui profitent également des ressources de l'État : les artistes « subsidiés », les homosexuels, les militants pour l'avortement, les féministes, les organisations laïques, etc. Les parasites au-dessus et au pied de l'ordre social sont au cœur de la rhétorique producériste, ils étouffent le peuple qui produit les richesses et vivent sur son compte et à son détriment.

Troisième caractéristique : la rhétorique producériste entretient l'idée qu'il existe une solidarité, ou à défaut une sorte de connivence ou d'accord tacite, entre les « parasites » d'en haut et les « parasites » d'en bas. Ceux-ci sont en quelque sorte des alliés objectifs qui ne se connaissent pas mais qui ont des intérêts communs et une certaine connivence. Le discours des élites dans les grandes métropoles (Bruxelles, Londres, Paris et Washington), qui aspirent au cosmopolitisme et à la mondialisation quand au même moment les immigrés et les « faux » réfugiés aspirent à la disparition des frontières et à la libre circulation des personnes, illustre cette connivence parce que ces deux revendications concernent des objectifs différents mais qui renvoient en définitive à une même réalité. La rhétorique producériste présente les « parasites » comme les protagonistes d'une même dérive plus ou moins orchestrée. Dans sa vision de la politique, les élites de Bruxelles, de Londres et de Washington instrumentalisent les réfugiés « économiques » et tous les damnés de la terre pour encourager les migrations, et partant, l'émergence des sociétés multiculturelles. Quels que soient les montages narratifs – et ils sont nombreux – il est à chaque fois question d'intérêts et d'objectifs communs entre les « parasites » d'en haut et d'en bas, des intérêts communs qui sont contraires à ceux du peuple.

La rhétorique producériste mobilise la figure de l'Américain producteur et du fermier indépendant. Historiquement aux États-Unis, elle glorifie les « ruraux

radicaux » (*rural radicals*) contre les « grands monopoles capitalistes »¹⁶. Aujourd'hui, c'est le *Tea Party* qui incarne le mieux le retour sur le devant de la scène de cette rhétorique¹⁷.

Le modèle producteuriste est utile pour l'analyse de la N-VA parce qu'il place la valeur « mérite » et le principe de « responsabilité » (sur fond d'autonomie fiscale) au cœur de son architecture et qu'à bien des égards, il peut fonctionner en dehors de tous les radicalismes condamnés par la loi, notamment le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Le discours producteuriste ne récuse pas tant les gens pour ce qu'ils sont (racisme traditionnel) que pour ce qu'ils font, et il ne rejette pas tant l'égalité pour ce qu'elle représente mais pour les freins qu'elle peut potentiellement constituer à l'idéal méritocratique et à la juste répartition des richesses sur base du mérite et de la responsabilité. En d'autres termes, le producteurisme glorifie les discriminations mais habilement, en fonction de critères qui ne sont pas interdits par la loi et qui à bien des égards sont même au cœur du libéralisme : le mérite, le courage, l'intelligence, la responsabilité, etc. Tout ce qui précède apparaît de façon récurrente dans le discours de la N-VA et se décline de façon cohérente au niveau de la solidarité, de l'économie, de l'emploi, de la gestion du chômage, des enjeux régionaux et même de l'identité flamande.

LA N-VA ET LA RHÉTORIQUE « PRODUCTEURISTE »

Le mérite des gens qui travaillent dur, l'effort des Flamands vis-à-vis des Wallons, l'autonomie fiscale, la responsabilité et la recherche de l'efficacité contre le gaspillage sont omniprésents dans le discours de la N-VA, ils structurent depuis longtemps son discours à travers notamment la question des transferts¹⁸. Ainsi, le 7 janvier 2005, un journaliste de *La Libre Belgique* rapporte que douze « camions ont (...) pris la route du Hainaut, prétendument remplis de billets de 50 euros pour un total de 11,3 milliards : le montant des transferts Nord-Sud tel qu'il résulte d'une étude réalisée par l'Abafim (*Administratie Budgettering, Accounting en Financieel Management*), un service du ministère de la Communauté flamande ». Et le journaliste d'expliquer que le porte-parole « de la N-VA se défend de vouloir remettre en question le principe même de la solidarité avec les Wallons, mais « voudrait remplacer le système actuel par une vraie solidarité de Communauté à Communauté ». Celle-ci serait

16 Cf. Catherine McNicol Stock, *Rural Radicals. Righteous Rage in the American Grain*, Londres, Cornell University Press, 1996.

17 Sur le Tea Party, lire, entre autres, Aurélie Godet, *Le Tea Party – Portrait d'une Amérique désorientée*, Paris, Editions Vendémiaire, 2012 ; Leonard Zeskind, « A Nation Dispossessed : The Tea Party Movement and Race » in *Critical Sociology*, 2012, 38, p. 495-509.

18 Je remercie ici Olivier Starquit qui m'a aidé à identifier et à traduire dans la presse flamande les sources nécessaires à l'illustration de mon propos.

basée sur l'objectivité, la transparence et l'efficacité selon les mêmes critères que ceux utilisés pour l'attribution des fonds structurels européens »¹⁹.

Si les transferts sont organisés à partir de critères liés au mérite, à l'efficacité et à l'objectivité et qu'ils sont sous le contrôle de la Flandre, ils ne posent pas de problèmes, *a fortiori* si on laisse la N-VA « aider et encadrer » les Wallons pour qu'ils apprennent à devenir autonomes et qu'à leur tour, ils fassent aussi un effort. Si en revanche, il s'agit simplement de transferts mécaniques sans aucun droit de regard, il est alors question de « robinet à subsides » et de « vache à lait ». Lors du Congrès programmatique de la N-VA les 19 et 20 mai 2007, Bart De Wever affirmait que la Belgique « demande de grands efforts aux Flamands pour la prétendue solidarité. Les flux d'argent de la Flandre vers la Wallonie sont comme une transfusion sanguine permanente. Et elle va vers un patient qui est encore suffisamment gentil pour nous serrer les veines. Nous en avons assez »²⁰.

La métaphore du « patient parasite » renvoie à une Wallonie malade dont les exigences nuiraient à la Flandre et dont la survie se ferait au détriment de la Flandre mais sans la tuer, ce qui est le propre d'un parasite. Cette métaphore est parfois doublée de la métaphore de l'enfant qui n'est pas autonome et qui a besoin d'apprendre à devenir responsable. À titre d'exemple, quand De Wever fut élu le 7 juin 2009 au parlement flamand, il expliquait que les Francophones étaient *pendus* « au biberon fédéral ». *Parler d'un biberon au lieu d'un transfert, de solidarité, ou de financement n'est pas dû au hasard même si ailleurs un Geert Bourgeois conserve un vocabulaire moins connoté* : « Les flux financiers annuels de la Flandre vers la Wallonie s'élèvent à presque 10 milliards d'euros ou 342 milliards de FB. Un montant largement supérieur à l'intégralité du budget flamand dans le domaine de l'enseignement. Cela aussi, c'est l'impôt belge prélevé sur la Flandre. Et qu'obtient la Flandre en échange de cela ? Le blocage de l'exercice des compétences flamandes dans le domaine du crédit-temps et de l'assurance autonomie. La solidarité flamande obtient pour réponse une solidarité négative²¹ ».

Dans *Der Spiegel*, Bart De Wever associait indirectement les Wallons à des parasites en expliquant que l'argent des transferts ne pouvait en aucun cas être une « injection comme de la drogue pour un junkie²² ».

La rhétorique productriciste évoque également des parasites situés en « haut de l'ordre social ». En la matière, pour certains élus de droite en Flandre, ce ne sont

19 « Les poids lourds de la NV-A à Strépy », *La Libre Belgique*, le 7 janvier 2005.

20 <www.unionbelge.be/?p=263>.

21 Source: <www.n-va.be>.

22 *Der Spiegel*, 13 décembre 2010.

plus les Wallons ou les Francophones qui sont visés mais l'élus PS, la figure par excellence de l'élite corrompue, les riches Francophones de la banlieue bruxelloise, et les « élites de Bruxelles », qui travaillent en terre flamande mais qui rêvent d'une capitale cosmopolite sans âme et sans racines, et qui parlent anglais ou français. Le premier parasite situé en haut de l'ordre social est un paresseux accusé de gaspillage et qui menace le travailleur flamand, les deux autres types de parasites étant accusés de mettre en danger l'identité flamande et les frontières physiques qui protègent cette dernière.

En tant que parasite situé en haut de l'ordre social, l'élus PS est accusé de paresse, de corruption et d'inefficacité, mais il est surtout accusé de solidarité avec des parasites situés en bas de l'ordre social évoqués plus haut, il soutient ceux-ci en même temps qu'il ne doit sa survie qu'à ces derniers par l'intermédiaire du clientélisme. Ici, c'est la collusion entre le chômeur ou l'allocataire social d'une part et l'élus corrompu qui distribue des petits services pour être élu d'autre part qui est centrale. Cette collusion a bonne presse au Nord du pays quand elle est absente du discours politique francophone au Sud.

À titre d'exemple, sur le site de la N-VA on trouve en 2010 des citations plus anciennes comme celle du 1^{er} novembre 2006 titrée : « Nous payons pour le système PS pourri ». Interviewé dans *P magazine* sur les scandales qui touchent la Wallonie et sur le fait que le PS n'a pas été sanctionné, Bart De Wever répond : « Cela ne m'étonne absolument pas : vous devriez constater le nombre d'électeurs wallons qui ont tout intérêt à ce que le PS reste au pouvoir. À Seraing, 28% de la population vit dans des logements sociaux. À Charleroi, pratiquement la moitié de la population vit d'allocations, seulement 53 % de la population travaille et sur ces 53 %, 39 % travaillent dans un service public. Le système PS repose sur un clientélisme qui prend des allures d'Europe de l'Est. Et l'électeur wallon applaudit, car la facture est de toute façon réglée par la Flandre... Nous, Flamands, payons pour ce système, nous le maintenons grâce à nos transferts annuels vers la Wallonie. C'est comme apporter de l'eau à la mer. Il est noble de tendre la main à un plus faible que soi et de l'aider à traverser une mauvaise passe, mais le PS ne veut pas d'amélioration, il veut que la situation reste telle qu'elle est. Il a tout intérêt à ce que beaucoup de personnes dépendent de l'État et donc du PS »²³.

Tous les éléments de la rhétorique productriciste sont présents dans le discours de la N-VA en Flandre, on retrouve le parasite d'en bas, le parasite d'en haut, la solidarité entre ces derniers, l'idée du travail dur, l'idée du mérite et l'idée de la responsabilité. Tout cela renvoie à l'idée du peuple écrasé, du peuple qui étouffe selon le

23 <www.n-va.be/citaten/wij-betalen-voor-het-rotte-ps-systeem>.

slogan de la N-VA : « Laat Vlaanderen niet verstrikken », littéralement : « Ne laissez pas étrangler la Flandre ».

On sait que la rhétorique productriciste du *Tea Party* utilisait habilement des référents au communisme. Bart De Wever a eu plusieurs fois l'occasion de filer également la métaphore. Dans *Het Nieuwsblad* du 21 octobre 2004, il dénonce les flux financiers « de la Flandre vers la Wallonie [qui] sont plus élevés que ce que nous pensions ». Et d'ajouter : « Nous, Flamands, donnons plus que ce que l'Allemagne de l'Ouest verse à la RDA²⁴ ».

Autour du thème de la « Flandre qui paie pour la Belgique », plus récemment, dans la perspective des élections de 2014, la conférence de presse sur « Le Changement pour le progrès » est revenue à plusieurs reprises sur le travailleur flamand « pressé comme un citron » entre la pression fiscale, le Sud et l'État fédéral, et qui surtout voit en définitive « une partie de la prospérité flamande passer systématiquement à la Wallonie et à Bruxelles²⁵ ». Ainsi, pour la N-VA, la 6^e réforme de l'État « n'est pas une exception, mais un triste point culminant. La facture s'élève à 4,6 milliards d'euros, soit plus de 1500 par an et par famille flamande ». Un peu plus bas, le document rappelle qu'un « flux d'argent s'échappe annuellement vers le Sud du pays. (Et) bien que les Flamands soient un des peuples les plus solidaires au monde, nous ne pouvons pas accepter l'ampleur de ce flux²⁶ ».

Concernant le parasite d'en bas qui profite du système, on retrouve ici et là des éléments qui montrent que cette rhétorique subsiste sur le long terme. À titre d'exemple, la section « Questions/Réponses » du site de la N-VA indique, répondant à la question de savoir si le parti est de droite ou de gauche, que les pouvoirs publics doivent organiser la solidarité ; cette dernière, néanmoins, « ne doit pas être un hamac mais un filet de sécurité », ce qui laisse entendre que certains, au sud du pays, pourraient bien tirer une satisfaction « éternelle » de cette solidarité²⁷, et qu'en conséquence, il faut bien identifier les catégories de la population qui peuvent avoir accès à l'assistance sociale, et surtout à quelle condition, et en échange de quoi.

CONCLUSION

Si la N-VA est de droite quant à son discours dans les médias ou dans des documents programmatiques, et si la comparaison avec le discours « productriciste » aux

24 <www.nieuwsblad.be/article/detail.aspx?articleid=GPO9LL21>.

25 Section « Dette publique et transferts », *op. cit.*

26 *Ibid.*

27 Lire le jeu de « Questions / Réponses » sur le site de la N-VA », *op. cit.*

États-Unis affiche une certaine proximité avec le populisme en tant que discours orienté contre les élites en haut de l'ordre social et les « profiteurs » en bas de l'ordre social, le parti de Bart De Wever est aussi parfois accusé d'être d'extrême droite, soit en raison du parcours d'une partie de ses membres qui ont pu sympathiser avec les franges les plus radicales du mouvement national flamand depuis la Seconde Guerre mondiale, soit parce que la N-VA a incontestablement capté une partie importante de l'électorat du parti d'extrême droite Vlaams Belang. La N-VA porte-t-elle un discours d'extrême droite ? La réponse à cette question nous permettra de clore l'analyse de l'idéologie du parti.

Parmi les caractéristiques les plus fréquentes de la définition de l'extrême droite, on trouve le nationalisme extrême, le racisme, l'ethnocentrisme, l'anticommunisme, la pensée *Law-and-Order*, l'antipluralisme et l'hostilité à la démocratie. À côté de celles-ci, on repère également d'autres éléments, parfois en « relation logique » avec ces caractéristiques : darwinisme social, xénophobie/hétérophobie, autoritarisme, culte du Führer, militarisme, absence de volonté de compromis, fanatisme, dogmatisme, pensée orientée vers l'idée de conspiration, tendance à la violence, etc. Il existe un nombre considérable de travaux sur la question dans la littérature francophone et anglophone. Déjà en 1995, le politologue Cas Mudde recensait près de 26 définitions de l'idéologie d'extrême droite dans la littérature germanophone, anglophone et néerlandophone²⁸. Ce nombre n'a cessé d'augmenter et doit être ajouté aux définitions dans la littérature francophone et dans bien d'autres langues.

En parallèle, si les extrémistes et l'extrémisme peuvent être légitimement opposés aux démocrates, et qu'avec Daniel Pipes, on peut définir l'extrémisme en toute simplicité et en toute logique comme le fait d'appréhender une idée dans un sens excessif et de l'appliquer ou de vouloir l'appliquer avec des moyens excessifs²⁹, le concept d'extrémisme pose un problème évoqué par Michael Billig lorsque ce dernier explique qu'une « des difficultés avec le label 'extrême droite' est qu'il donne l'impression d'indiquer que ces mouvements sont comme la droite non-extrême, mais juste un peu plus à droite ». Ce qui est faux étant donné la rupture par rapport à un certain nombre de principes et de valeurs qui caractérisent les partis d'extrême droite et que défendent en revanche les partis traditionnels de droite et de gauche³⁰.

Uwe Backes pour sa part propose d'analyser l'extrême droite comme un sous-phénomène de l'extrémisme politique et à ce titre, il estime qu'une définition de

28 Cf. Cas Mudde, « Right-wing extremism analysed. A comparative analysis of the ideologies of three alleged right-wing extremist parties (NPD, NDP, CP'86) », *European Journal of Political Research*, n° 27, 1995, p. 206-207.

29 Cf. Daniel Pipes, *Conspiracy. How the paranoid style flourishes and where it comes from*, New York, The Free Press, 1997, p. 29.

30 Cf. Michael Billig, «The Extreme Right : Continuities in Anti-Semitic Conspiracy Theory in Post-War Europe », in Roger Eatwell, Noel O'Sullivan, *The Nature of the Right*, Londres, Pinter Publishers Limited, 1989.

l'extrémisme de droite doit avoir deux composantes : la première doit montrer en quoi le phénomène est extrémiste, la seconde en quoi de droite. Par extrémisme politique explique-t-il d'abord, on peut désigner l'ensemble des courants politiques qui s'articulent d'une manière agressive contre les valeurs, institutions et règles de fonctionnement les plus importantes de la démocratie constitutionnelle³¹. Reprenant les travaux de Norberto Bobbio sur la différence entre la droite et la gauche, Backes décrit ensuite la différence entre l'extrême droite et l'extrême gauche à partir d'un rapport différent que ces dernières entretiennent avec le principe d'égalité : « l'extrémisme de droite réfute ce principe, tandis que l'extrémisme de gauche l'accepte, mais l'interprète d'une manière, au sens étymologique, totale – avec la conséquence que le principe de l'égalité totale détruit les libertés garanties par les règles et institutions de l'État de droit »³².

Au-delà des définitions, trois éléments traversent l'ensemble des textes qui portent sur l'analyse de l'extrême droite : le constat de l'inégalité entre les hommes comme postulat de départ et comme axiome, le nationalisme comme projet à l'appui du constat de l'inégalité et le radicalisme entendu comme des positions absolues, violentes et extrêmes vis-à-vis de certaines idées, politiques, partis, groupes ou personnes, mais aussi comme moyen, comme mode d'action pour réaliser ses objectifs³³.

En ce qui concerne le premier critère, la N-VA a toujours veillé à éviter de faire les mêmes erreurs que d'autres partis nationalistes en Europe, notamment ceux qui sont situés à l'extrême droite comme le Vlaams Belang flamand³⁴, le British National Party britannique et le Front national français. En effet, on ne trouve pas dans son discours de référence à l'existence de « races » et encore moins à une hiérarchie entre les « races » comme cela a pu être le cas dans certains discours au Front national français³⁵. Mais surtout, on ne trouve pas de discours mobilisant la notion de culture, et partant de « culture supérieure », au sens « d'une seconde nature », c'est-à-dire comme quelque chose qui serait tellement intégré aux individus que ceux-ci n'auraient que très peu de prise sur cette dernière. Les partis d'extrême droite précités mobilisent de façon récurrente des éléments culturels ou ethniques dans un sens qui associe caractéristiques physiques et caractéristiques sociales, ce qui est pré-

31 Cf. Uwe Backes, « L'extrême droite : les multiples facettes d'une catégorie d'analyse », in Pascal Perrineau, *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, Paris, éditions de l'aube, 2001, p. 24.

32 *Ibid.*, p. 23-24.

33 Cf. Jérôme Jamin, *L'imaginaire du complot. Discours d'extrême droite en France et aux États-Unis*, Amsterdam, Amsterdam University Press, collection « IMISCOE dissertations », 2009, p. 117-147 ; *id.*, « Two Different Realities : Notes on Populism and the Extreme Right », in Andrea Mammona, Emmanuel Godin, Brian Jenkins (éd.), *Varieties of Right-Wing Extremism in Europe*, New York, Routledge, 2013, p. 38-52.

34 Pour une comparaison historique de l'évolution des mouvements d'extrême droite en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles, cf. Jérôme Jamin, « Extreme-right discourse in Belgium: a comparative regional approach » in Andrea Mammona, Emmanuel Godin, Brian Jenkins, *Mapping the Far Right in Contemporary Europe Local, National, Comparative, Transnational*, New York, Routledge, 2012.

35 Cf. Andrea Mammona, Emmanuel Godin, Brian Jenkins, *Varieties of Right-Wing Extremism*, *op. cit.*

cisément une des définitions du racisme³⁶. La N-VA parvient à contourner ce type de discours en mobilisant au contraire deux éléments qui s'intègrent parfaitement à la dynamique démocratique, même s'ils ne plaisent pas à tout le monde : les valeurs « travail, mérite, responsabilité » et les valeurs régionales (homogénéité linguistique, historique, culturelle, etc.). Dans les faits, cela explique comment la N-VA « a mordu sur l'électorat tant de l'extrême droite (le Vlaams Belang) que sur celui des partis traditionnels en troquant habilement le flamingantisme culturel historique contre un nationalisme économique qui conjugue un fort sentiment identitaire à un ultra-libéralisme de type anglo-saxon »³⁷.

Si le nationalisme d'extrême droite est une réponse au constat de l'inégalité dans les discours d'extrême droite et une protection contre des « ennemis intérieurs » (juifs, migrants en situation irrégulière et réfugiés) et « extérieurs » (étrangers), le nationalisme se présente à la N-VA comme un vecteur de démocratie à l'échelle régionale, et en même temps comme un vecteur de protection sociale contre la mondialisation et contre les transferts vers le Sud de la Belgique. La fin de la Belgique et l'émergence d'une région flamande devenue nation flamande fiscalement autonome et institutionnellement libre sont des objectifs qui sont appuyés et défendus par le biais d'un dispositif mettant les valeurs et les principes de la démocratie au cœur de son fonctionnement. En parallèle, ces principes sont affichés comme accessibles et indispensables à l'échelle flamande dans une perspective « égoïste » mais louable de repli sur soi et de redistribution ciblée des richesses aux citoyens méritants qui respectent les règles du jeu. Le nationalisme de la N-VA n'a de sens que dans le contexte très particulier de la Flandre en Belgique et de la Flandre dans un contexte de mondialisation. Il est économique et fiscal et les dimensions ethniques et culturelles sont diluées dans ces priorités voir inféodées à elles. Tout ce qui précède n'a que très peu à voir avec le discours de la Ligue du Nord en Italie ou le programme du British National Party aux Royaume-Uni, sans même évoquer les néo-nazis d'Aube dorée en Grèce ou de Jobbik en Hongrie.

Enfin, le radicalisme de la N-VA ne renvoie pas à un rejet des principes ou des pratiques démocratiques, à de l'antipluralisme, de l'autoritarisme, du militarisme, de l'absence de volonté de compromis, du fanatisme, du dogmatisme ou une tendance à la violence. Il est essentiellement articulé contre l'État belge pour lequel il propose une voix confédérale forte avant la disparition de la Belgique, et ne menace en rien le développement d'une démocratie forte à l'échelle régionale flamande. Dans la section des « Questions/Réponses » du site de la N-VA, à la question de savoir si la N-VA souhaite la fin de la Belgique, le parti répond : « Notre but final est, en effet,

36 Cf. Tzvetan Todorov, *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine*, Paris, Le Seuil, 1989, p. 139.

37 Cf. Paul Piret, « Hors d'État, l'État belge », *op. cit.*

une Flandre indépendante en tant qu'État membre européen, mais le chemin pour y parvenir est jalonné d'étapes et doit être parcouru dans le respect de la démocratie »³⁸. Lors de la conférence de presse sur « Le Changement pour le progrès » de la N-VA³⁹, il a été indiqué que le confédéralisme se fondait sur trois principes de base : « Premièrement, le confédéralisme doit créer une plus grande portée démocratique afin que la politique soit plus proche du citoyen. Deuxièmement, le confédéralisme doit déboucher sur une autorité plus efficace et, par conséquent, meilleur marché. Enfin, le confédéralisme doit apporter la paix communautaire, grâce à une meilleure collaboration entre les différentes autorités ». Cette réalité explique notamment pourquoi la N-VA n'est pas du tout perçue de la même façon au Nord et au Sud du pays lorsqu'il s'agit d'évoquer son radicalisme, même si en définitive, dans les faits, il s'agit bien de « vider l'État fédéral de sa substance en ne laissant à ce dernier que quelques compétences (défense et gestion de la dette) ». Un schéma où « le poste de Premier ministre serait supprimé, de même que l'élection directe du Parlement fédéral »⁴⁰. La « confédération de la N-VA », ajoute Caroline Van Wynsberghe, « est une fédération vidée de la plupart de ses compétences » où seules les matières problématiques resteraient en commun, comme la question de Bruxelles, et la question de la dette⁴¹.

Souhaiter la fin d'un pays relève du radicalisme du point de vue de ceux qui y sont attachés, mais en aucun cas au prisme du regard des gens qui voient dans ce projet un vecteur d'autonomie, de démocratie, de liberté, de prospérité, de proximité, et pour finir une certaine mainmise sur leur destin dans un contexte international inquiétant, et en crise à de nombreux niveaux.

38 « Questions/Réponses », *op. cit.*

39 Conférence du 30 octobre 2013, *op. cit.*

40 Cf. Christian de Visscher, Vincent Laborderie, « Belgique : stop ou encore ? Entre fédéralisme, confédéralisme et séparatisme », *Politique étrangère*, 2013/4, hiver, p. 28-29.

41 Cf. Caroline Van Wynsberghe, « Vous avez dit "confédéralisme" ? », *Politique Revue de débats*, janvier-février, 83, 2014.